

**M. Nesbitt:** C'est ce que je croyais, monsieur l'Orateur. J'ai posé la question parce que j'ai reçu plusieurs plaintes de personnes qui refusent de répondre à de nombreuses questions des plus personnelles dans le cadre de cette étude parce qu'elles sont posées par leurs proches voisins, ce qui cause pas mal d'embarras. Les personnes qui refusent de répondre aux questions risquent d'être poursuivies.

**M. l'Orateur:** Je crois que la question est maintenant claire pour le ministre.

**L'hon. M. Pepin:** Je me renseignerai tout de suite, monsieur l'Orateur.

### LA CONSTITUTION

#### LES PROVINCES ET LA POLITIQUE AGRICOLE ET PÉTROLIÈRE—LES TRANSPORTS

**M. G. W. Baldwin (Peace River):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Comme le comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre qui étudie les questions constitutionnelles est contraint à cause de ses attributions à examiner les propositions formulées par le gouvernement, serait-ce possible maintenant que le gouvernement, comme l'a laissé entendre récemment le ministre des Approvisionnements et Services dans un discours qu'il prononçait à Winnipeg, permette à l'Ouest de réglementer sa politique agricole et pétrolière et même le transport?

**L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je peux assurer à tous les députés que le gouvernement assume la pleine responsabilité des politiques qu'il annonce et appuie.

### L'HABITATION

#### LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE LOGEMENTS SOCIAUX

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, avec votre permission, puis-je m'adresser de nouveau au ministre d'État (M. Andras), chargé de l'habitation? A-t-il terminé ses entretiens avec les ministres provinciaux responsables de l'habitation et informerait-il la Chambre de la date à laquelle nous pouvons attendre de lui des principes directeurs à l'égard du logement social?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, je suis aussi impatient que le député, mais ces consultations ne sont pas encore terminées. Je ne suis donc pas en mesure de citer une date précise. Je veillerai à ce que cela soit bientôt, car une déclaration s'impose.

[M. l'Orateur.]

**M. Lewis:** Le ministre peut-il nous donner une idée, fût-elle très approximative, du temps que ces discussions vont prendre encore, pour que le Parlement et le pays puissent connaître, avant trop longtemps, l'attitude officielle en matière de logements sociaux?

**L'hon. M. Andras:** Monsieur l'Orateur, j'espère qu'elles arriveront à terme dans trois ou quatre semaines. Je tiens à ajouter que, dans l'entre-temps, bien des changements que je crois avantageux surviennent sans renfort de publicité, de telle sorte que, même si la déclaration se fait attendre, les modifications qui s'imposent n'en sont pas pour autant toutes mises au rancart.

#### LES FRAIS RELATIFS AUX TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

**M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre d'État (l'hon. M. Andras) chargé de l'habitation? Étant donné le programme que le ministre de la Consommation et des Corporations tâche de mettre en place, le ministre a-t-il consulté les compagnies d'assurances, les agences immobilières et les hommes de loi, en vue de réduire, ou du moins de stabiliser les honoraires, commissions et autres frais découlant de la vente ou du transfert de maisons, et le ministre songe-t-il à instituer une conférence nationale, réunissant ces groupes, pour discuter la question?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, c'est une question longue et compliquée. Très certainement, l'été dernier, dans la modification apportée à la loi, nous avons réduit un certain nombre de frais imputables à ce secteur en général. Nous faisons connaître aux avocats et aux compagnies d'assurance nos opinions et notre répugnance à l'égard de ces frais excessifs, mais nous n'avons pas projeté de convoquer une conférence nationale dans ce sens.

#### LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS DE LA SCHL—LES DEMANDES VISANT UNE PARTIE DES 200 MILLIONS EN VUE D'INNOVATIONS

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. J'aimerais demander au ministre si des demandes ont été faites à la Société centrale d'hypothèques en vue de l'obtention d'une partie des \$200 millions que le ministre a annoncés dans le budget de cette société pour des innovations.

**L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État):** Monsieur l'Orateur, je dois dire que des douzaines de demandes et de suggestions ont été